



Association des diplômés
du Département des sciences économiques
de l'Université catholique de Louvain

Place Montesquieu, 3
1348 Louvain-la-Neuve
Tel : 010/47 41 58 - Fax : 010/47 32 90
E-Mail : degand@econ.ucl.ac.be



SOMMAIRE

L'Editorial

La crise, la crise... Un mot finalement vide de sens ou trop court pour tout ce qu'il contient ?

La Carte Blanche

Contraintes et choix de politique macroéconomique
Olivier Lefebvre

Le Portrait

Pierre Dehaes, Président du Département

Une thèse

Quatre essais sur l'économie populaire urbaine : le cas de Santiago du Chili. Marthe Nyssens

Un livre

«Le Débar interdit» de Jean-Paul Fitoussi

Un Service de Placement.
Pour qui?, Pourquoi?

Un profil professionnel

De la conjoncture belge au développement économique de l'Afrique - Mary van Overbeke

Le Carnet

Les petites annonces

Les informations

Le Journal de L'ADEL

N°1 - Juin 95

L'Editorial

Le printemps est une saison formidable. Il nous offre chaque année l'occasion d'accompagner la nature dans son renouvellement. L'ADEL a choisi d'accepter l'invitation, elle qui, depuis plus de dix ans, s'efforce de contribuer autant qu'elle le peut à l'entretien de l'esprit de camaraderie entre ses membres. Aussi loin derrière soi puissent être ses années universitaires, personne n'a oublié les moments extraordinaires dont elles ont été le creuset. Les noms qui y sont associés nous arrachent un sourire quand nous les rencontrons au hasard d'une conversation professionnelle, d'un coin d'article, dans une revue ou sur une image plus ou moins fugitive à la télévision.

Notre curiosité est légitime, de suivre leur parcours et notre fierté n'est pas malsaine quand on apprend que telle ou telle personne qui se distingue sur la place publique a jadis fait ses études, comme nous, au Département des Sciences économiques de l'U.C.L.

Nous avons vraiment des choses en commun.

Le Journal de l'ADEL veut être le lieu de leur expression en prenant le parti de parler désormais de vous.

Nous avons donc retravaillé sa formule pour aboutir à ces deux pages que vous tenez en main.

Notre préoccupation sera donc de répéter ce qui vous arrive, ce que vous pensez et un peu ce qui se passe dans ce Département qui est notre dénominateur commun. Vous comprenez bien que ce journal est donc le vôtre. Pour qu'il puisse respirer à votre rythme, vous devez lui insuffler votre esprit, vos mots, vos phrases. Plusieurs rubriques vous sont largement ouvertes; il vous appartient d'en saisir l'appât en vous disant bien que ceux qui vous liront sont des amis qui s'interrogeront votre nom avec le même plaisir que Proust mangeait ses madeleines...

LA CRISE, LA CRISE... Un mot finalement vide de sens ou trop court pour tout ce qu'il contient ?

leur présence dans la société que le rôle qu'ils sont appelés à y jouer.

La crise économique est occupée à laisser des traces profondes dans nos sociétés ce qui nous autorise à penser que même en cas d'un retour durable de la croissance, rien ne sera plus jamais comme avant.

Il fallait que l'ADEL réfléchisse à ces problèmes parce que le Département des sciences économiques est riche d'une grande tradition de mise en perspective de la réalité qu'il étudie et du souci constant de centrer la chose économique sur la personne humaine au service de laquelle elle doit rester. Les anciens étudiants du Département sont à leur tour animés de cet esprit et l'organisation par l'ADEL d'une journée d'étude consacrée à ce sujet s'imposait donc. Vous en aurez entendu parler, et il ne convient donc pas de répéter le programme in extenso.

Cinq points majeurs ont été abordés. Ils concernent les problèmes les plus aigus auxquels sont confrontées nos sociétés: l'émergence, l'émancipation et l'autonomie d'une sphère purement financière paraissant obéir à des logiques indépendantes de l'objet réel qu'elle était sensée servir à l'origine; l'échec manifeste des politiques en faveur de l'emploi et la remise en cause de leur statut même d'objectif prioritaire en posant la question de la place du travail dans toutes les dimensions de notre vie; l'érosion du pouvoir de l'Etat et de sa légitimité alors même que ses marges de manoeuvre se réduisent et que plus aucune force ne

semble pouvoir influencer le cours des choses; la concurrence exacerbée qui semble s'affirmer sur le plan mondial et le rôle que l'Europe peut y jouer sans remettre en cause l'organisation de son système socio-économique; le renforcement spectaculaire du phénomène de décrochage d'une part croissante de notre population et la création, ainsi, d'un mode d'existence parallèle dont la «récupération» souhaitée par notre société pose un problème de légitimité et d'efficacité.

Par ailleurs, témoignage éloquent de la reconnaissance de l'urgence d'engager un débat public et pluridisciplinaire sur les inflexions profondes que cette crise est en train d'induire dans la société, des personnalités aussi reconnues et prestigieuses qu'Alexandre Lamfalussy, Marcel Gauchet ou Michel Hansenne ont accepté de venir partager leurs réflexions, tandis que dans la foule des 400 participants, on pouvait reconnaître le Ministre des Finances, Philippe Maystadt, le Président de l'ULB, Robert Tolle et encore René Lamy, Président des AUL.

De l'avis de tous, cette journée a été une belle réussite, aussi bien quant à son organisation qu'à la qualité des réflexions qui y ont été développées. On en jugera par le numéro de la revue «Reflets et perspectives de la vie économique» du mois de mars mais aussi d'un numéro à venir de la Revue Nouvelle et d'une publication exhaustive des écrits du Colloque sous forme de livre à paraître aux éditions Académia.

Laurent DEUTSCH
et Michel GENET

CONTRAINTES ET CHOIX DE POLITIQUE MACROÉCONOMIQUE

Olivier LEFÈVRE,
Chef de Cabinet du Ministre des Finances.

Sans âge, dans son pardessus gris, elle tire comme chaque jour son cadde écossais sur le trottoir de l'avenue. Elle s'arrête après vingt pas, essoufflée, repousse son écharpe de grosse laine rousse et repart. Le matin, vers huit heures, vous la croisez sur l'avenue en allant au bureau. D'où vient-elle ? Que fait-elle sur cette avenue verdoyante qui tout à l'heure grouille d'activité ? Chaque matin, cette question vous effleure. Chaque matin, les univers restent parallèles.

La pauvreté, l'exclusion, la fameuse «dualisation» de la société sont maintenant tellement omniprésentes qu'elles s'imposent même aux plus avertis adeptes du cocooning familial ou professionnel. Ces phénomènes sont dramatiquement tangibles sur des visages, dans des habitats sordides, dans le «no hope, no future» qui, sans être toujours proclamé, hante une bonne part des plus jeunes.

Certes, l'analyse économique qui nous est chère n'explique (heureusement) pas tout. Toutes les sciences humaines doivent être appelées à la rescousse pour tenter d'analyser les symptômes et d'expliquer les causes de la pauvreté et de l'exclusion. Et pourtant, la comptabilité économique, en particulier le manque d'emploi, saute aux yeux et interpelle inmanquablement les économistes. On ne peut pas s'empêcher de s'interroger notamment sur le bien-fondé des politiques macroéconomiques actuellement poursuivies: les contraintes ne sont-elles pas trop serrées ? L'orthodoxie des politiques monétaires ne confine-t-elle pas à l'absurde ? Les objectifs de Maastricht ne sont-ils pas hautement déflatatoires ? N'est-ce pas se soumettre à la «dictature des marchés» ?

De nombreuses voix s'élèvent en faveur d'un relâchement des contraintes: que ce soit sur le plan monétaire, sur celui de l'assainissement des finances publiques ou encore, sur celui de la modération salariale. Paradoxalement, ces revendications semblent s'intensifier au moment où la reprise européenne est confirmée et où donc de telles attitudes pourraient s'avérer pro-cycliques.

De nombreuses analyses, dont celle du Livre Blanc de la Commission européenne, ont pourtant montré que la rupture de la longue phase de croissance de la fin des années quatre-vingts est due, dans une large mesure, au caractère pro-cyclique des politiques budgétaires au plus fort du dernier cycle. La réunification allemande y a contribué et y a ajouté une composante monétaire transitoire. Ceci s'est traduit par des taux de croissance de nos économies nettement supérieurs à leur croissance potentielle et par une inflation salariale importante (notamment en Belgique) en dépit d'un sous-emploi toujours important.

De 1990 à 1992, (1993 pour l'Allemagne) le «policy mix» européen s'en est trouvé très déséquilibré, avec d'une part, une politique budgétaire plus qu'accommodante et une inflation salariale importante, et d'autre part, une politique monétaire restrictive visant à contrecarrer les tensions inflationnistes. Ceci a conduit à la récession de 1993 et à une appréciation des taux de change de la zone deutsche mark.

Depuis 18 mois, le policy mix du noyau dur du SME s'est amendé dans le sens d'un rééquilibrage. Idéalement ce rééquilibrage devrait se poursuivre et il serait imprudent de le remettre en cause.

Le Livre Blanc plaide clairement dans ce sens. Rappelons que celui-ci a été entériné au Conseil européen de Bruxelles en décembre 1993 dans le cadre des «grandes orientations de politiques économiques» qui constituent l'outil de coordination des politiques macroéconomiques prévu par le traité de Maastricht.

Il recommande un renforcement des politiques d'assainissement budgétaire afin de permettre la poursuite de la lente érosion des taux d'intérêt réels à long terme, ainsi que le maintien de la modération salariale pendant une période suffisamment longue. En cette matière la recommandation du Livre Blanc consiste à maintenir durablement la croissance salariale d'un pour cent inférieure à la croissance de la productivité.

Les vertus de la modération salariale sont triples: premièrement, elle évite l'enclenchement d'une spirale salaires-prix et ses effets sur les taux d'intérêt; deuxièmement, elle contribue à une évolution des coûts relatifs des facteurs, plus favorable à une croissance davantage intensive en travail; et troisièmement, elle permet une amélioration des taux de rentabilité des entreprises, favorable à un redressement des taux d'investissement, et donc de la croissance potentielle.

Dans ce cas, la politique monétaire pourrait rester relativement accommodante. Ce cocktail, qui n'a pas la douceur du «blue lagoon» ni l'exotisme du «ti punch», se veut prometteur. En tentant d'éviter la surchauffe fatale, et en augmentant durablement la croissance potentielle par un redressement du taux d'investissement, l'Europe tente de retrouver un chemin de croissance plus soutenue et plus riche en emploi.

Pour cela, ce cadre macro doit être complété par des politiques structurelles: achèvement du marché unique, grandes infrastructures de communication, renforcement des efforts d'éducation et de formation, allègement des prélèvements obligatoires pesant sur le travail.

Pas vraiment téméraire, mais ambitieux ! Difficile de mobiliser les foules. Un «os» pour le marketing politique.

Sur les trois piliers du «policy mix» recommandé par les «grandes orientations» européennes, le degré d'explicitation et de contrainte est très variable. En ce qui concerne la politique budgétaire, les critères et le calendrier du traité de Maastricht sont on ne peut plus explicites. En ce qui concerne la modération salariale, l'allègement des prélèvements obligatoires sur le travail et les politiques structurelles, on est la plupart du temps dans le domaine de la subsidiarité: relativement précis quant aux objectifs, très peu contraignant quant aux moyens, quoique le Conseil d'Essen ait quelque peu «resserré les boulons» en la matière. Enfin, en ce qui concerne la politique monétaire, ou plutôt les politiques monétaires, c'est le mutisme quasi absolu ! Même pour les tenants de l'autonomie des banques centrales, on ne peut s'empêcher d'être inquiet de voir que le domaine de la politique monétaire est devenu un tabou de la discussion politique. Les taux de change peuvent varier de 30% entre les monnaies européennes ou entre celles-ci et le dollar, et ni le Comité monétaire européen, ni le Conseil Ecofin n'en tirent des conclusions opérationnelles, puisqu'en aucun cas les Ministres des Finances ne concluront leurs débats en demandant à leur banque centrale d'amender leur politique.

Ce déséquilibre frappant se reflète dans la perception qu'en a l'opinion publique, ce qui risque d'affaiblir le soutien politique nécessaire pour mettre en oeuvre l'ensemble.

La faiblesse (c'est un euphémisme) actuelle du dollar, devrait cependant contribuer à assouplir les politiques monétaires du noyau dur de l'Europe. Pourquoi ?

Le statut de monnaie de réserve internationale du dollar a permis aux États-Unis de financer des décennies de déficits extérieurs sans devoir prendre de mesures internes de redressement, le poids de l'ajustement pouvant toujours être transféré aux créanciers et concurrents commerciaux. Le corollaire est un trend déclinant de la valeur du dollar annoncé depuis autant de décennies par Robert Triffin. A cela s'ajoute la perception par les marchés, renforcée par la récente crise mexicaine, d'une interdépendance de plus en plus grande des États-Unis avec ses voisins du continent. La monnaie de réserve internationale, sans challenger possible, est aussi la monnaie d'une zone à problèmes, à turbulences politiques et économiques fortes. Rien de bon à attendre de ce côté: trend baissier et volatilité importante. Le «benign neglect» est à son comble.

Cela place les Européens devant un choix difficile: la peste ou le choléra. La peste, c'est de vivre avec DEM/USD à 1,35. Traumatisme sur le plan compétitif, même pour l'Allemagne. Car la chute du billet vert signifie la chute des monnaies asiatiques - à l'exception notable du yen -. De plus elle a entraîné les monnaies du Sud de l'Europe, celles du Nord ayant déjà fortement décroché

depuis deux ans. Le choléra, c'est de devoir tout lâcher sur le plan monétaire au risque de voir repartir l'inflation. Les risques de reprise de l'inflation sont toutefois assez faibles pour que, de toute évidence, le bon sens plaide pour qu'on «accommode» sur le plan monétaire la chute du dollar. C'est ce que la Bundesbank a compris en baissant «contre toute attente» ses taux directeurs au début du printemps. La réaction positive des marchés obligataires à cette décision devrait l'encourager à poursuivre progressivement dans ce sens.

Par rapport au canevas de politiques économiques sur lesquelles les Européens se sont accordés, le choc de la chute du dollar implique davantage de relâchement de la politique monétaire. Cela ne posera pas de problème sérieux pour autant que l'inflation salariale ne se ranime pas. Sur ce plan, les signaux qui proviennent tant de France que d'Allemagne sont cependant ambigus. Pour le surplus, les Européens doivent avoir deux priorités:

1. réaliser l'union monétaire. L'intégration irréversible des marchés de capitaux réduit de jour en jour la crédibilité de toute solution médiane entre changes flottants et fixité irrévocable, ou mieux l'union monétaire;

2. mettre en oeuvre les politiques structurelles nécessaires en vue d'augmenter la croissance potentielle et l'intensité de celle-ci en emploi. A ce niveau, davantage de coordination européenne est aussi nécessaire, notamment en vue de rééquilibrer les prélèvements obligatoires sur les autres facteurs de production (capital, énergie).

Vouloir jouer aux apprentis sorciers macroéconomiques pour régler (ou même atténuer) nos problèmes de pauvreté, serait une erreur historique qui diviserait l'Europe et nous détournerait des véritables enjeux en la matière, qui sont des problèmes de répartition, de redistribution, de formation, d'identité et de projet de société...

Mais ne me faites pas dire que nous n'avons pas le choix, que notre politique économique nous est dictée de l'extérieur, par la belle-mère européenne. Non ! Sans nier l'importance des contraintes extérieures, les politiques que nous suivons résultent bien de nos choix collectifs. L'Italie et la Suède font des choix collectifs significativement différents de l'Autriche ou des Pays-Bas.

Pour ma part, je suis convaincu que ce n'est pas en laissant à nouveau glisser nos finances publiques ou notre compétitivité que nous allons le moins du monde redynamiser notre société ou la rendre plus cohérente et solidaire. Que du contraire ! Ceci vaut particulièrement pour une région comme celle qui nourrit notre chère Alma Mater, et qui accuse un sérieux «retard de développement» par rapport aux autres régions d'Europe.

(Ce texte n'engage que son auteur)

Le Portrait

PIERRE DEHEZ, président du DSE

Un petit coup de sonde réalisé auprès d'amis fraîchement diplômés du Département de sciences économiques de l'UCL m'a permis de confirmer l'impression que j'avais eue en prenant contact avec Pierre Dehez: le nom du nouveau président du DSE n'évoque aucun souvenir particulier à la plupart d'entre nous. Pour une raison assez simple, probablement. A l'aube des années 1980, celui qui se définit comme «un pur

produit de Louvain» a déserté, le temps d'une décennie, la place Montesquieu.

Le point fort du parcours académique de Pierre Dehez se situe au lendemain du 1er choc pétrolier. «A l'époque, se souvient-il, j'occupais une table à la bibliothèque du CORE, encore installé à Heverlee. Jacques Drèze est apparu, soudainement, un manuscrit à la main». Ce manuscrit, c'est le fameux «The theory of unemployment reconsidered» d'Edmond Malinvaud, qui sera publié deux ans plus tard (1977) à Oxford. Et quand le professeur Drèze fait comprendre au jeune

Dehez qu'il est de son devoir de se consacrer exclusivement au texte de l'économiste français, il n'a pas vraiment le choix des armes.

A l'époque, Pierre Dehez est aspirant au FNRS. Derrière lui, une licence et maîtrise en sciences économiques, un poste d'assistant à l'UCL et un stage - obtenu après quelques semaines de service militaire - au Bureau du Plan.

Muni de l'ouvrage d'Edmond Malinvaud, Pierre Dehez entame une thèse de doctorat sous la direction de Jacques Drèze et Werner Hildenbrand. Dans un contexte intellectuel très porteur au CORE,



c'est l'époque des discussions de haut vol orchestrées par le professeur Drèze. Une chance unique pour Pierre Dehez.

Au terme de ce «bouillonnement», Pierre Dehez décroche son doctorat dans le cadre de l'EDP, le Programme européen de doctorat en économie quantitative. Un programme qui l'a notamment mené à Bonn, cotoyant pendant une année le père spirituel de l'économie mathématique, Gérard Debreu. Pour la petite histoire, Pierre Dehez fut le premier étudiant à obtenir un doctorat de l'EDP (qui unit les universités de Bonn, Paris, Louvain et Londres).

Les années 80 seront marquées par plusieurs séjours à l'étranger. Dont une longue halte à l'Institut universitaire de Florence, au sein duquel il animera des séminaires sur la théorie de l'équilibre général et dirigera même le département d'économie. En 1990, c'est le retour au bercail néo-louvaniste. Mais Pierre Dehez devra patienter deux années - au cours desquelles il enseignera à Strasbourg, Rotterdam et Bonn - avant d'être nommé au DSE, où on lui confiera ensuite la vice-présidence de l'IRES. En 1994, il accède à la présidence du DSE, prenant la succession de Claude d'Aspremont.

Le programme du président Dehez? Ses priorités seront de trois ordres. Pourvoir, tout d'abord, à plusieurs postes vacants (économie internationale, finances, théorie microéconomique). S'attaquer, par ailleurs, à l'apparition d'un phénomène assez récent, celui d'un taux d'échec de plus en plus important en lère licence. Enfin, s'interroger sur le programme de cours. Une belle problématique d'équilibre général...

Pierre-François LOVENS

Une thèse

QUATRE ESSAIS SUR L'ÉCONOMIE POPULAIRE URBAINE : le cas de Santiago du Chili

Il est reconnu, aujourd'hui, que la subsistance des quartiers populaires dans les grandes villes du Tiers-Monde est possible, en partie, grâce à d'innombrables activités économiques développées par les habitants eux-mêmes (petits commerces, ateliers de production, services...). L'objet de la thèse est d'apporter une contribution à l'analyse de cette «économie populaire» plus particulièrement dans le contexte de Santiago du Chili. Nous voulons mettre en évidence un sujet, le monde populaire, encastré dans une réalité sociale, politique, économique, culturelle «située», sujet qui devient protagoniste d'activités économiques et par là développe des formes spécifiques d'organisation socio-économique. Nous développons notre argumentation en quatre volets.

Dans un premier temps, nous retournons aux racines de l'économie populaire urbaine afin de la «rénchasser» au sein de son contexte. Ce parcours historique nous permet de souligner que, loin d'être un phénomène conjoncturel et/ou récent, l'économie populaire urbaine s'est inscrite dans le paysage économique du Chili depuis les débuts de la colonisation. Nous montrons en quoi celle-ci s'est articulée au sein de contextes institutionnels changeants qui ont influencé, profondément, sa nature.

Négligeant cette démarche historique et de réenchâssement, le diagnostic porté par les analyses traditionnelles sur ces réalités en est profondément affecté. Les lectures dominantes du développement des sociétés occidentales sont alors projetées sur celui des pays du Sud comme si il était un modèle unique et polarisé vers l'émergence des formes «modernes» de l'organisation socio-économique. C'est pourquoi dans le second chapitre, nous montrons donc en quoi ces analyses de l'économie populaire qui l'abordent en termes de «secteur informel», bien qu'elles apportent des éléments d'analyse intéressants, sont prisonnières d'un concept de modernisation universel et dominateur. Nous posons l'hypothèse qu'il existe une pluralité des modes d'organisation socio-économique et de leur agencement. C'est dans cette perspective que nous proposons une grille conceptuelle tripartite (pôle public, pôle capitaliste et pôle «relationnel») pour aborder l'analyse des formes d'organisation socio-économique.

Dans le troisième chapitre, nous proposons une analyse d'«organisations d'économie populaire» (entreprises de type associatif) et de micro-entreprises (entreprises de type familial). Nous montrons en quoi le mode d'organisation socio-économique de l'économie populaire résulte d'une hybridation entre logiques marchande et relationnelle, bien que peu «instituées», mais ancrée au sein du monde populaire, et qui s'articule avec les autres segments de l'économie.

Dans le dernier chapitre, nous construisons un modèle de comportement d'une organisation d'économie populaire. Ce type d'entreprise est organisé par un groupe de travailleurs au sein duquel la coopération joue un rôle important. Nous tentons de modéliser ces caractéristiques ainsi que la prise en compte du phénomène d'encastrement de ces organisations dans le monde populaire. Cet exercice de modélisation a pour but de s'interroger sur les possibilités et les limites de l'élargissement des hypothèses de l'individualisme méthodologique dans le cadre de notre analyse de l'économie populaire.

Au cœur de l'économie populaire repose un défi, celui de la consolidation d'un secteur issu de l'exclusion et donc encore précaire dans nombreux de ses aspects mais porteur de pratiques économiques centrées sur le travail et reposant sur un réseau de liens sociaux.

Marthe NYSSENS

Marthe Nyssens est chargée de recherche FNRS, IRES. Elle a défendu sa thèse de doctorat le 20 juin 1994. Son promoteur de thèse était le professeur J. Ph. Peemans.

Quelques références bibliographiques:

Quatre essais sur l'économie populaire: le cas de Santiago du Chili, M. Nyssens, CIACO, Louvain-la-Neuve, 1994, pp. 193.

L'économie solidaire: un autre regard sur l'économie populaire au Chili, I. Larraechea et M. Nyssens in: L'économie solidaire, une perspective internationale, sous la direction de Jean-Louis Laville, Desclée de Brouwer, Paris, 1994, 181 - 222.

Les défis de l'économie populaire, I. Larraechea et M. Nyssens, Revue des Etudes Coopératives Mutualistes et Associatives, n°252(50), 1994, 43-54.

L'économie populaire: un défi épistémologique pour les économistes, I. Larraechea et M. Nyssens, in: Recherche et Pauvreté - Travailler le social, 1995.

Un livre

LE DÉBAT INTERDIT: MONNAIE, EUROPE, PAUVRETÉ

Jean-Paul Fitoussi

Editions arléa, 318 p., mars 1995, 130 FF

Sorti à point nommé au moment où l'Europe est secouée d'élections multiples, «le débat interdit» de Jean-Paul Fitoussi expose au grand jour et avec brio les attermoissements de la politique macroéconomique menée dans divers coins d'Europe au cours de ces 15 dernières années. Il éclaire les grandes mutations économiques de cette période et nous bouscule en proposant une approche globale et décapante de la lutte contre l'exclusion et la pauvreté. Il nous démontre que les discussions et les décisions politiques actuelles sont d'une étroitesse de vue dangereuse et qu'il est temps de sortir du dogmatisme ambiant pour oser affronter la complexité du monde économique. C'est un livre à déguster: il suffit de tendre l'oreille et d'ouvrir l'œil pour se rendre compte qu'il doit être placé au cœur des débats d'une société soucieuse de son évolution non seulement économique mais en tant que société responsable de tous les membres qui la composent.

Le point de départ de son analyse modifie considérablement les termes du débat. En mettant en évidence une des caractéristiques principales de la période actuelle à savoir un niveau des taux d'intérêt réels anormalement élevé, il démonte les rouages de la lutte contre l'inflation et l'aveuglement progressif des décideurs face à la montée du chômage. En faisant de la lutte contre l'inflation l'objectif prioritaire de la politique macroéconomique, les pays européens et la France en particulier, ont perdu de vue les finalités de toute politique économique que sont le plein emploi et la croissance. La position de l'auteur est très claire: «Le combat contre l'inflation dans les années 80 était nécessaire, même si il a eu un coût en termes d'emplois. L'erreur a été de poursuivre cet objectif alors qu'il était atteint». Plusieurs facteurs sont cités au passage pour expliquer ce choix discutable: les exigences du marché financier et la «dictature des créanciers», la nécessité de jouer la compétitivité à travers la politique de «désinflation compétitive» alors que la peur de perte de crédibilité au sein du SME et le refus de réaligement des parités qui l'accompagne n'ont fait qu'accroître la pression sur les taux d'intérêt. Les conséquences de ces choix sont multiples, certaines chiffrables comme l'accroissement du nombre de chômeurs de plus de 800.000 personnes entre 1990 et 1993 ou la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée, d'autres sont plus ancrées dans les comportements comme la vision dépréciée de l'avenir, la remise en question du contrat social qui limitait les tendances inégalitaires du marché du travail ou la réduction du lien entre générations.

Ce constat est grave et mérite qu'on s'y attarde. Il balaye au passage une série de «faux» arguments responsables de tous les maux comme le progrès technologique ou la concurrence internationale ainsi en particulier des pays à bas salaires qui sont des arguments d'autant plus facilement invoqués qu'ils sont imposés de l'extérieur, dégageant toute responsabilité des décideurs nationaux.

Comme le souligne Jean-Paul Fitoussi, suite à ce verdict, «le problème n'est pas de choisir une autre politique mais dans le cadre de la même politique de mieux adapter les moyens aux fins». Comment réorganiser objectifs et instruments et oser une politique multidimensionnelle? (On notera au passage cette savoureuse affirmation: «ce qui manque à la politique de l'emploi n'est pas tant l'imagination que l'audace»). L'analyse des tendances passées montre que le problème de l'emploi se trouve à l'intersection de trois dysfonctionnements: le désordre monétaire international, les difficultés de la coopération européenne et les déséquilibres du partage des revenus. Les conclusions sont limpides: une approche coopérative au niveau mondial et au niveau européen avant tout est plus que jamais nécessaire et permettrait de limiter les contraintes qui pèsent sur les politiques monétaires des pays industrialisés. Par ailleurs, des mesures spécifiques doivent être envisagées pour modifier la répartition du revenu national en faveur des revenus du travail de même qu'une réforme des prélèvements obligatoires sur les salaires s'avère être un des moyens les plus efficaces pour favoriser l'emploi, contribuer au redressement de la compétitivité et à la croissance de la demande. Qu'attend-on?

Mary VAN OVERBEKE

UN SERVICE DE PLACEMENT, Pour qui?, Pourquoi?

Le Service de Placement a été créé au sein de l'ADEL en 1983 et est devenu depuis lors un des objectifs prioritaires de l'Association.

Le financement de ce service est assuré uniquement par les cotisations des anciens de l'ADEL ou les cotisations d'étudiants inscrits au Service de Placement. Le Service dispose d'un bureau au sein du Département des sciences économiques.

Ses activités répondent aux objectifs suivants:

- accueillir les étudiants de dernière année et les diplômés en Sciences économiques afin de les aider dans la recherche d'un emploi
- les informer sur la vie des entreprises et l'évolution de l'emploi
- proposer aux entreprises, sociétés et institutions, de communiquer leurs offres d'emploi et les pourvoir plus rapidement

Le Service de Placement

accueille les étudiants 3 matières par semaine. Un répertoire automatique fonctionne en permanence. Un tableau d'affichage représentant le Bulletin de Placement et toutes informations utiles est mis à jour en permanence.

Une publication bimensuelle du Bulletin des offres d'emploi (18 à 20 numéros par an) adressée à tous les diplômés et étudiants du Département des Sciences économiques qui en font la demande reprend, d'une part les offres d'emploi communiquées directement par les employeurs au Service de Placement, et d'autre part, les offres parues dans certains journaux. Sont aussi publiés les divers concours organisés pour économistes universitaires (CEE, S.P.R., SNCI, CGER, ...)

Le Service de Placement tient à jour un fichier reprenant les C.V. des demandeurs d'emploi - offreur de services qui lui permet dans certains cas spécifiques d'effectuer une première sélection et

de contacter par téléphone les candidats susceptibles d'être intéressés.

En moyenne, on peut parler d'une trentaine de placements effectués par an de cette manière.

Par an, une moyenne de 80 offres d'emploi nous sont transmises directement. Ce chiffre est en augmentation.

Le Service de Placement s'est aussi constitué une bibliothèque reprenant les ouvrages qui concernent le domaine de l'emploi; ces ouvrages sont mis à la disposition des étudiants. Il se met régulièrement en contact avec des bureaux de consultants - gestion des ressources humaines - qui proposent leurs services aux étudiants. Une documentation, mise à jour de façon permanente, sur les bourses, les études à l'étranger, les prix, ... est également mise à leur disposition.

Pour tous renseignements, s'adresser à Solange Dujardin : tel: 010/47 41 58.

Un profil

Mary van Overbeke :

De la conjoncture belge au développement économique de l'Afrique

Sortie du Département en 1987 avec ma maîtrise en poche, j'ai fait «mes classes» au Service de Conjoncture de l'IRES et décidé en 1992, qu'après avoir vécu une phase de reprise et une phase de crise, la conjoncture m'avait déjà transmis beaucoup de choses. Au cours de la dernière année passée à l'IRES, j'avais eu l'occasion à diverses reprises de prendre goût au «métier de consultant» en allant par trois fois en Guinée-Conakry et en Algérie. A chaque fois, la même envie de rester me prenait: le virus était contracté, difficile de le combattre. Depuis bientôt deux ans, je m'y consacre à plein temps mais à l'enthousiasme un peu naïf du début ont succédé bon nombre de questions, touchant à l'utilité mais surtout au rôle que jouent pareilles interventions dans les processus de développement du Sud.

Habituellement, les demandes d'intervention proviennent des bailleurs de fonds: en première ligne pour nous, la Commission Européenne et la Banque Mondiale, et irrégulièrement, la FAO, l'AGCD, la BEL... Pour les économistes plutôt macro, il s'agit essentiellement d'évaluer les politiques mises en place par les gouvernements ou les bailleurs de fonds et d'en tirer des enseignements pour le futur: politiques économiques bien sûr mais aussi politiques sociales ou politiques de sécurité alimentaire. Evaluer les politiques commerciales, conseiller en matière de politique fiscale ou de politique monétaire, mettre en place des cellules locales d'analyse de la politique économique en les outillant, proposer une réallocation des interventions des bailleurs de fonds pour accroître l'efficacité de leur action sont le pain quotidien du consultant.

Mon chemin m'a mené dans de nombreux pays d'Afrique (Guinée-Conakry, Sénégal, Niger, Algérie, Maroc, Côte d'Ivoire, Burkina-Faso, Mali, Bénin, Togo, Ethiopie) pour des périodes courtes (2 à 6 semaines) ou des périodes plus longues (8 mois). Dans tous les cas, c'était trop court...

Une mission est faite de rencontres et discussions, de découvertes, d'étonnements mais quelquefois aussi de découragements. Rencontres avec les fonctionnaires locaux et leur famille, avec les membres des institutions internationales, résidents ou non, avec d'autres consultants, avec des Européens en poste sur place... Découvertes d'une région, d'une ou plusieurs cultures, d'une religion (de ses extrémismes et de ses valeurs), de paysages grandioses, ... Que ce soit au marché de Niamey, sur l'île de Gorée, dans les montagnes de Kabylie ou dans la Casbah de Rabat, le plaisir est toujours le même car si les missions sont exigeantes en terme de temps, elles n'en laissent pas moins l'occasion d'une découverte souvent trop courte du pays de l'intérieur. Etonnements face aux contrastes (modernité et archaïsme se côtoient quotidiennement dans les grandes villes), face aux préjugés qui circulent en Europe. Découragements, enfin, face à l'ampleur des problèmes, à l'apparition d'une jeunesse coincée entre la modernité qu'offre l'Occident et la culture traditionnelle des villages, face à une pauvreté sans issue, face au manque de moyens mais surtout face au manque d'intérêt qu'ont porté les hommes politiques locaux aux problèmes de leur concitoyens accaparant les richesses souvent nombreuses. Dans ce contexte, comment espérer en des perspectives meilleures? L'apparition d'une nouvelle élite politique africaine est sans doute un point positif. En la confortant et en lui donnant les outils (physiques et intellectuels) pour assurer une bonne gestion, les consultants et les institutions internationales ont quelque chose à apporter. Mais ceci n'est souvent qu'une goutte d'eau dans la mer et le restera sans discussion des règles du jeu économique et social au niveau international.

Comme beaucoup d'expériences professionnelles, l'activité de consultant offre un regard sur les problèmes de la planète à partir d'expériences diverses; au fil de celles-ci, le puzzle se construit et les liens et enchaînements se font plus clairs. La formation d'économiste a cela qu'elle donne une grille de lecture de plus en plus adaptée aux problèmes politiques et sociologiques. La remettre à chaque nouvelle mission à l'épreuve, se révèle très passionnant...

LE CARNET

Naisances

Laurent BICY (92) a vu, ce 23 mars, sa petite famille s'enrichir d'une petite Overbeke.

Martin Nicolas est né le 6 avril chez Didier VAN de VELDE (86).

C'est Eric FEREE (88) qui est le papa de la petite Raphaëlle, née le 12 avril.

Une petite Mathilde est née ce 3 mai chez Bernard CLEFFAYT (85) et Edith AZCURY (91).

Mariage

Dominique CAMPOURANDE (89) a eu son destin à côté de Laurence VAN DEN HAUTE.

Décès

Henrietta QUATRAO (93) est décédée en janvier 95.

LES INFORMATIONS

Philippe CLAEYS (71) a rejoint Coopers & Lybrand en tant qu'associé directeur au sein de management consulting.

Caroline RAMBEY (92) est au Bureau du Plan jusqu'au 16 avril.

Bernard HANIN (76) est revenu en Belgique après un long séjour à Hong Kong.

Rébecca THRY (91) a été engagée à la Banque Nationale.

LES PETITES ANNONCES

Si vous connaissez des adresses d'étudiants de camp ou des vendeurs de retraites d'occasion pour les scouts de l'Unité dont je suis animateur, contactez moi (Laurent Deusch 010 - 22 37 77).

L'ADEL recherche un panneau d'affichage en liège pour les offres d'emploi de son Service de Placement. Contactez Solange Dujardin (010 - 47 41 58).

Ce Journal est le vôtre. Il sera ce que vous en ferez et ce que vous voudrez qu'il soit. Si vous souhaitez nous faire parvenir une ou plusieurs annonces à insérer dans le Journal de l'ADEL (Agenda, Carnet, Informations personnelles, petites annonces...), contactez nous au 010/47 41 58 - Fax 010/47 32 90.

Editeur responsable
Dominique De Gand

Comité de rédaction
Christophe Derenne, Laurent Deusch,
Bernard Fierens-Gevaert, Michel Genet,
David Liénard, Pierre-François Lovens,
Mary van Overbeke

Coordination
Dominique De Gand, Solange Dujardin

Graphisme et mise en page
Triographie

Photographe
Serge Haddote

Imprimerie
Cloet Printing